



COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Soixante-cinquième session  
23-29 avril 2009  
Bangkok

**FAIRE FACE AUX MENACES POUR LE DÉVELOPPEMENT : PRINCIPAUX  
ENJEUX POUR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL  
INCLUSIF ET DURABLE DANS LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE**

(Point 9 de l'ordre du jour)

**Projet de rapport**

**Déclaration de politique générale de la Secrétaire exécutive**

1. La Secrétaire exécutive a fait observer que la région de la CESAP se trouvait confrontée à quelques-unes des menaces les plus graves de notre temps, qui pourraient remettre en cause le développement, à savoir : le changement climatique, l'extrême volatilité du prix des denrées alimentaires et du carburant en 2008, la pire crise financière et économique depuis la Grande Dépression – tous éléments susceptibles à eux seuls d'anéantir toutes les avancées faites jusqu'ici en matière de développement et de précipiter une tragédie humaine dans une bonne partie de la région. Le moment était venu d'unir toutes les forces de la région Asie-Pacifique pour empêcher, par une action collective, qu'une telle urgence ne se produise.

2. Après avoir dressé le bilan des défis auxquels la région devait faire face, la Secrétaire exécutive a proposé des mesures d'intervention qui pouvaient faire la différence. La crise financière qui s'était déclarée dans l'Ouest s'était transformée en crise économique à l'Est. Dans un premier temps, la région Asie-Pacifique avait fait preuve d'une résistance remarquable face à la crise grâce aux réformes financières adoptées à partir de 1997. Toutefois, cette résistance était maintenant mise à rude épreuve, alors que l'on observait une baisse des investissements et de la consommation sur le marché mondial et que, selon les prévisions, les échanges internationaux allaient rétrécir de 9 % en 2009. Selon l'*Economic and Social Survey for Asia and the Pacific 2009*, la croissance des pays membres en développement allait tomber de 5,8 % en 2008 à 3 % en 2009. Dans le même temps, les économies développées allaient, selon les prévisions, se contracter de 3 %. Jusqu'à 23 millions de personnes, comprenant en particulier les femmes employées dans le secteur manufacturier, pourraient perdre leur emploi, et la précarité risquait de compromettre la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement dans la région Asie-Pacifique.

3. S'agissant de la sécurité alimentaire et énergétique, la Secrétaire exécutive a noté que, en dépit de son énorme capacité de production alimentaire, la région comptait le plus grand nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire dans le monde. Dans l'étude thématique de 2009 intitulée *Sustainable Agriculture and Food Security in Asia and the Pacific*, le secrétariat avait identifié 25 pays considérés comme des « points chauds » en matière d'insécurité alimentaire et signalé que la région comptait plus de 64 % des personnes (adultes et enfants) les plus mal nourries au monde. Ces chiffres montraient à l'évidence que la région présentait de grandes disparités.

4. La Secrétaire exécutive a souligné que, si la pauvreté était la cause première de l'insécurité alimentaire dans la région, des politiques commerciales protectionnistes pourraient pousser à la hausse le prix des denrées alimentaires, les mettant hors de portée des pauvres. La baisse des revenus agricoles et l'augmentation des coûts de production entraînaient la faillite des petites exploitations agricoles. La jeunesse rurale émigrerait, laissant derrière elle la vieille génération, l'agriculture cessant d'être pour elle une option viable. Les pays les moins avancés et bon nombre de pays en développement sans littoral, de même que les petits États insulaires en développement, étaient presque totalement tributaires du pétrole et du gaz importés. Cette dépendance les rendait moins aptes à se remettre de la crise économique.

5. La Secrétaire exécutive a ensuite souligné que, dans la région Asie-Pacifique, la menace des changements climatiques se rapprochait pour devenir réalité. Pour de nombreux États du Pacifique et de petits États insulaires, il s'agissait désormais d'une question de survie. La région Asie-Pacifique était à elle seule responsable de 34 % des émissions de gaz à effet de serre. Sept des 15 principaux pays émetteurs de gaz à effet de serre s'y trouvaient et on y avait enregistré 80 % des décès occasionnés par les catastrophes qui s'étaient produites dans le monde ces dix dernières années.

6. La convergence et l'étendue des défis évoqués par la Secrétaire exécutive faisaient ressortir la nécessité profonde d'y répondre par un changement de cap et des réformes plus radicales. Le Document final de Bali et l'analyse ultérieure faisant l'objet de l'*Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2009* préconisaient un redressement économique fondé sur un développement durable et plus inclusif pour lequel des mesures fiscales et des réformes politiques seraient une excellente opportunité. L'engagement par le G-20 de débloquer 300 milliards de dollars d'aide apporterait le soutien nécessaire. Les partenariats, y compris avec les gouvernements, les milieux d'affaires et la société civile, apporteraient également des ressources additionnelles ainsi qu'un savoir-faire.

7. La secrétaire exécutive a indiqué les trois axes de la politique à venir.

a) *Développer la croissance économique par l'intégration régionale et les échanges commerciaux au sein de la région*: la région Asie-Pacifique était mieux intégrée avec le reste du monde qu'en son propre sein. Le commerce intrarégional entre pays en développement ne représentait que 37 % des exportations de la région de la CESAP, contre 51 % avec la zone de l'Accord de libre échange Nord américain et 68 % avec l'Union européenne. Les possibilités de développer les échanges commerciaux et les investissements Sud-Sud étaient considérables, mais il fallait supprimer les barrières commerciales, tarifaires et non tarifaires. Une mise en œuvre accélérée des nombreux accords de partenariat économique régionaux aiderait également à promouvoir le commerce et les investissements. L'aboutissement rapide du cycle de Doha, conformément à son mandat en matière de développement, serait également essentiel. Les échanges commerciaux pourraient aussi être améliorés par une augmentation des investissements dans des modes de transport durables et le raccordement aux réseaux des technologies de l'information et de la communication.

Il était vital de réduire la fracture dans ce domaine et de renforcer les réseaux de la Route d'Asie et du Chemin de fer transasiatique pour développer l'intégration régionale et les échanges commerciaux au sein de la région;

b) *Renforcement des régimes de sécurité sociale*: jeter les bases d'une meilleure sécurité sociale dans la région permettrait également d'atténuer l'impact de la crise actuelle, et d'autres crises éventuelles. Dans une région où l'espérance de vie était en augmentation et où 30 % des personnes âgées bénéficiaient d'un soutien, le régime des pensions était appelé à jouer un rôle capital. Par ailleurs, 20 % seulement de la population avait accès à des soins de santé. La mise en place de régimes d'assurance-maladie était donc critique. Les systèmes de protection sociale qui étaient le fondement de sociétés plus inclusives et harmonieuses étaient par ailleurs rationnels sur le plan économique. En améliorant la sécurité du revenu, on libérerait le pouvoir d'achat des classes moyennes et des populations à faible revenu, stimulant ainsi la demande intérieure et consolidant la stabilité macroéconomique;

c) *Promouvoir la durabilité*: l'adoption de mesures pour faire face aux changements climatiques était impérative, avec un sens renouvelé de l'urgence et des responsabilités non seulement pour protéger l'économie d'aujourd'hui mais aussi pour préparer l'économie de l'avenir. Jusqu'à présent, les débats sur l'impact économique et le coût des changements climatiques avaient essentiellement porté sur les menaces éventuelles. Or il fallait voir ce défi comme une opportunité pour relancer la croissance, innover et instaurer des économies modernes reposant sur une croissance écologique, l'efficacité énergétique et un recours plus intensif aux énergies renouvelables. Pour y parvenir, il fallait créer des partenariats entre le secteur public et le secteur privé et la société civile afin de changer non seulement les politiques mais aussi les mentalités.

8. Pour conclure, la Secrétaire exécutive a rappelé que la CESAP était un partenaire régional stratégique qui pouvait efficacement aider les États membres à aborder la question du développement durable de manière plus équilibrée et plus inclusive. En tant que secrétariat régional assumant la présidence du Mécanisme de coordination régional de l'Organisation des Nations Unies, le secrétariat était prêt à faciliter la coordination des politiques de développement proposées. Le succès de leur mise en œuvre ouvrirait la voie à une région Asie-Pacifique mieux équilibrée sur les plans économique, social et écologique, et plus inclusive, où chacun pourrait vivre dans la prospérité, libéré de la peur et de toute discrimination.